



FONDATION
LA SAUVEGARDE DE L'ART
FRANÇAIS

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La Fondation pour la Sauvegarde de l'Art Français, reconnue d'utilité publique, dont le siège social est situé au 22 rue de Douai à Paris 9^e arrondissement (75009), représentée par Monsieur Olivier de Rohan Chabot, son Président, Ci-après désignée « la Fondation »,

D'une part

ET

La Ville de Grasse représentée par M. Jérôme Viaud, en sa qualité de maire; ci-après désigné « le Propriétaire »,

D'autre part

Il est préalablement rappelé ce qui suit :

La Fondation pour la Sauvegarde de l'Art Français mène, depuis 2013, une campagne intitulée « Le Plus Grand Musée de France » dont les deux objectifs principaux sont :

- de faire connaître au public un patrimoine trop souvent méconnu,
- de participer à la restauration et à la mise en valeur de ce patrimoine.

Dans le cadre de cette campagne, la Fondation a décidé de participer au financement des travaux de restauration du Monument à Fragonard, situé à Grasse et propriété de la ville.

Le Propriétaire a, en effet, décidé de procéder aux travaux de restauration de l'œuvre ci-dessus désignée. Le début des travaux est prévu au **XXX** et devrait durer **XXX** mois.

Le montant total de ces travaux a été évalué, selon le devis estimatif de l'entreprise Atelier morisse-marini, en date du 26 février 2015, à un montant de 7 500 € HT (cf. Annexe 2 de la présente Convention).

En conséquence, il est convenu et arrêté ce qui suit.

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de fixer les modalités de la participation financière de la Fondation aux travaux de restauration du Monument à Fragonard, visé à l'Annexe 1, et plus généralement les obligations de chacune des Parties.

Définition des Travaux :

... restauration du groupe sculpté en
marbre comprenant nettoyage et protec-
tion finale
- reprise des doigts et pinceaux manquant
en sculpture sur marbre
- protection finale du socle

ARTICLE 2 CONTRIBUTION DE LA FONDATION

2.1 Montant du versement

La Fondation s'engage à verser au Propriétaire de l'œuvre une somme globale de 7 500 € en vue de contribuer au financement des travaux de restauration visés à l'Annexe 2.

Cette somme correspond à 100 % du coût prévisionnel total et hors taxes des travaux de restauration objet de la Convention.

A l'issue des travaux, le Propriétaire communique à la Fondation l'intégralité des factures et des justificatifs de règlement desdites factures correspondant aux travaux de restauration de l'œuvre.

Si le montant total des dépenses hors taxes effectivement engagées pour cette opération est finalement inférieur à la somme de 7 500 € HT, le Propriétaire s'engage à en informer la Fondation dans les meilleurs délais et à lui restituer la somme en trop perçue, de sorte que la contribution de la Fondation ne dépasse pas le taux de contribution à l'opération fixé à 100 %.

En revanche, en cas de dépassement du budget prévisionnel, la somme versée par la Fondation ne sera pas revalorisée.

2.2 Modalités du versement

La subvention sera versée en une seule fois et dans un délai de 10 jours suivant la signature de la Convention et la réception de la copie du procès-verbal des délibérations du conseil municipal de la Ville ayant autorisé le maire à signer la présente convention.

Elle sera par virement bancaire.

ARTICLE 3 ENGAGEMENTS DU PROPRIÉTAIRE

3 – 1 Affectation de la somme versée aux travaux de restauration

Le Propriétaire s'engage à affecter la subvention versée par la Fondation aux seuls travaux de restauration de l'œuvre, tels que prévus à l'Annexe 2 de la Convention.

3 – 2 Suivi des travaux de restauration

Le Propriétaire s'engage à accomplir toutes les formalités nécessaires préalablement à l'exécution des travaux objet de la subvention, notamment au titre de la réglementation applicable à la protec-

tion des monuments historiques (le cas échéant).

Il s'engage à respecter et faire respecter la législation en vigueur, notamment en matière de sécurité, et à s'assurer du bon déroulé des travaux entrepris.

3 – 3 Information de la Fondation

Dans les 6 mois suivants le versement de la subvention prévue à l'article 2, le Propriétaire s'engage à rapporter la preuve que les travaux ont débuté à la date indiquée en Préambule. Si, pour quelque cause que ce soit, les travaux ne peuvent débuter à la date convenue, le Propriétaire s'engage à en informer la Fondation dans les meilleurs délais.

Le Propriétaire s'engage à faire un retour d'information mensuel à la Fondation durant toute la phase d'exécution des travaux.

La Fondation pourra effectuer, à ses frais, une visite de suivi des travaux de restauration afin de s'assurer de leur bon déroulé.

ARTICLE 4 DURÉE DE LA CONVENTION

La présente Convention prend effet à compter de sa signature par les Parties et prendra fin lors de l'achèvement des travaux de restauration visés à l'Annexe 2 et au plus tard deux années après la signature de la Convention.

ARTICLE 5 ACTIONS DE COMMUNICATION

5.1 Organisation d'événements de relations publiques

Le Propriétaire garantit son concours à l'organisation des événements de relations publiques mentionnés ci-dessous en vue de permettre à la Fondation de valoriser son action auprès de ses mécènes et partenaires :

- A DEFINIR ENSEMBLE

5.2 Installation d'un cartel

Sous réserve du respect des lois et règlements en vigueur, le Propriétaire s'engage à faire installer un cartel à côté de l'œuvre restaurée afin de valoriser l'action de la Fondation.

Avant la fin des travaux de restauration et le Propriétaire soumettra à la Fondation une proposition de mention à faire figurer sur le cartel. Ce projet de mention sera discuté et validé par la Fondation.

5-3 Supports de communication

Le Propriétaire s'engage à faire mention du partenariat avec la Fondation dans tous les supports de communication relatifs à la restauration des œuvres qu'il réalisera (publications, affiches, invitations officielles, programmes, dépliants, dossiers de presse, sites Internet...).

Ces documents devront être validés par la Fondation.

Toute action de communication, interne ou externe, entreprise par une Partie et faisant référence à la Convention ou citant le nom de la Fondation ou du Propriétaire devra impérativement et au préalable recevoir l'accord écrit de l'autre partie.

5-4 Droits d'auteur

Pour chacune des actions de communication entreprises, les Parties seront attentives au respect mutuel de leurs droits d'auteur respectifs, notamment pour la reproduction des contenus des documents élaborés en commun dans le cadre de la Convention ou appartenant à l'une ou l'autre des parties.

En particulier, l'utilisation par une Partie de la dénomination ou du logotype de l'autre Partie sur un quelconque support de communication devra avoir fait l'objet d'une autorisation expresse de l'autre partie.

ARTICLE 6 CLAUSE RÉSOLUTOIRE

6.1 En cas de manquement aux obligations des parties

En cas de non-respect par l'une des Parties de ses obligations contractuelles, la présente Convention est résiliée de plein droit, après une mise en demeure adressée par LRAR, par voie postale ou électronique, restée sans effet dans un délai de 30 jours. La résiliation de la présente Convention oblige le Propriétaire à la restitution des sommes versées par la Fondation.

6.2 En cas d'annulation ou d'interruption prématurée des travaux de restauration

En cas d'annulation des travaux ou en cas d'interruption prématurée pour quelle que cause que ce soit, le Propriétaire en informe sans délai la Fondation.

En outre, le Propriétaire s'engage à lui proposer, dans un délai de 30 jours à compter de la connaissance de ladite annulation ou interruption, une modification de la présente Convention qui pourra

consister en :

- la restitution de tout ou partie de la subvention par la Fondation
- l'affectation de tout ou partie de cette somme à un autre projet de restauration conforme à l'objet social de la Fondation.

La Fondation s'engage à notifier sa décision au Propriétaire dans un délai d'un mois à compter de la réception de la proposition et fera, en cas d'acceptation, l'objet d'un avenant à la présente Convention.

En cas de refus, le Propriétaire restitue à la Fondation les sommes versées à la Fondation dans un délai de 2 mois.

ARTICLE 7 DROIT APPLICABLE – RÈGLEMENT DES LITIGES

La présente Convention est soumise en toutes ses dispositions au droit français. En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention, les Parties s'engagent à tenter de se concilier préalablement à toute action en justice.

A cette fin, la partie demanderesse devra notifier les éléments du litige à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La phase de conciliation aura une durée de 30 jours à compter de la réception de cette lettre. Au terme de ce délai, les parties seront réputées ne pas être parvenues à se concilier, sauf si la preuve contraire est rapportée.

Pendant la période de conciliation, les parties s'interdisent d'intenter une quelconque action en justice dans le cadre de la présente Convention. Par exception, même pendant cette période, les parties pourront demander en justice des mesures d'instruction sur le fondement de l'article 145 du Code de procédure civile.

A l'issue de cette phase de conciliation et à défaut d'accord amiable, les parties conviennent de soumettre leur litige aux tribunaux compétents de Paris.

Fait à Paris et à Grasse
Le

Pour le Propriétaire

Jérôme Viaud
Maire..

Pour la Sauvegarde de l'Art Français

Olivier de Rohan Chabot
Président

Annexe 1 – L'oeuvre

Annexe 2 – Le devis de restauration